

**No. 42978**

---

**France  
and  
Germany**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Federal Republic of Germany concerning support for film coproduction projects. Cannes, 17 May 2000**

**Entry into force:** *23 November 2001 by notification, in accordance with article 3*

**Authentic texts:** *French and German*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 21 August 2006*

---

**France  
et  
Allemagne**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif au soutien de projets de coproduction cinématographique. Cannes, 17 mai 2000**

**Entrée en vigueur :** *23 novembre 2001 par notification, conformément à l'article 3*

**Textes authentiques :** *français et allemand*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 21 août 2006*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLE-  
MAGNE RELATIF AU SOUTIEN DE PROJETS DE COPRODUCTION CI-  
NÉMATOGRAPHIQUE

*Préambule*

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne,

Ci-après dénommées “les Parties”

Considérant leur volonté commune de renouveler et de renforcer les relations cinématographiques entre la France et l'Allemagne,

Considérant la création de l'Académie franco-allemande mise en place à cet effet,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article premier*

1. Aux fins du présent accord, le terme “oeuvre cinématographique” désigne les oeuvres, cinématographiques de long-métrage quel qu'en soit le genre (fiction, animation, documentaire) conformes aux dispositions relatives à l'industrie cinématographique existant dans chacun des deux Etats et dont la première diffusion a lieu dans les salles de spectacle cinématographique.

2. Les projets d'oeuvres cinématographiques de long métrage, admis au bénéfice de la coproduction aux termes de l'accord cinématographique franco-allemand du 17 mai 2001 peuvent bénéficier dans les conditions définies ci-dessous d'une aide sélective supplémentaire dans chacun des deux Etats.

Ces projets d'oeuvres cinématographiques doivent présenter un intérêt commun pour les deux Etats et apporter une contribution à la qualité artistique de la coproduction cinématographique.

En principe, chacun des deux Etats doit aider annuellement un nombre identique de projets à participation majoritaire.

3. Le montant de l'aide attribuée, en vertu du présent accord, est fixé annuellement, pour l'ensemble des projets de coproduction, à un montant de 1 524 490 (un million cinq cent vingt quatre mille quatre cent quatre vingt dix) euros pour la part française et à un montant de 1 524 490 (un million cinq cent vingt quatre mille quatre cent quatre vingt dix) euros pour la part allemande.

L'aide sélective totale accordée par les deux Etats, au titre des présentes, ne peut être supérieure à 20% du coût définitif du film sauf dérogation accordée par les autorités compétentes des deux Etats.

Les dérogations susvisées relatives au montant des sommes feront l'objet d'une décision autonome de chaque autorité compétente.

Le pourcentage de l'aide apporté par chaque Etat, au titre des présentes, est, en principe, égal à celui de l'apport du coproducteur de l'Etat en question dans le coût définitif du film.

4. Cette aide est remboursable exclusivement sur les produits de toute nature résultant de l'exploitation de l'oeuvre.

5. Un équilibre général doit être assuré entre les participations de chacune des Parties dans les coproductions bénéficiant de l'aide sélective prévue par les dispositions du présent Accord. Cet équilibre général sera apprécié sur une période de deux ans.

### *Article 2*

La demande de soutien sur un projet doit être déposée par le producteur majoritaire et le producteur minoritaire auprès de leurs Autorités compétentes respectives avant le début des prises de vues.

Une commission franco-allemande est instituée en vue de l'examen des projets susceptibles d'être aidés en application de l'article 1er ci-dessus.

Elle est composée de représentants désignés de la façon suivante :

-- pour la partie française : trois représentants désignés par le Directeur Général du Centre National de la Cinématographie

-- pour la partie allemande: trois représentants désignés par le Filmförderunganstalt.

La Commission formule à l'intention des autorités compétentes de chacun des deux Etats, des recommandations en vue des décisions à prendre sur une aide aux projets.

Les représentants des deux Parties au sein de la Commission se communiquent réciproquement leurs propositions respectives quant aux projets qui leur paraissent susceptibles de bénéficier de l'aide prévue à l'article 1er des présentes. L'accord final sur ces propositions se fait par échange de correspondance.

La Commission d'examen des projets peut, toutefois, se réunir alternativement en France et en Allemagne dans le cas où une telle réunion serait jugée nécessaire par la majorité des membres la composant.

Les décisions relatives à l'octroi de l'aide prévue par le présent Accord et aux modalités de son remboursement sont prises par les autorités compétentes selon les dispositions nationales en vigueur.

L'autorité compétente de l'Etat à participation majoritaire fait part sans délai de son point de vue à celle de l'Etat à participation minoritaire. L'octroi de l'aide implique que les autorités des deux Etats décident ensemble de soutenir le projet.

### *Article 3*

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des conditions requises sur le plan national en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord qui prend effet le jour de réception de la seconde notification.

Seuls les projets, dont le tournage n'a pas commencé à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, pourront faire l'objet d'une demande d'aide au titre des présentes.

Le présent accord est conclu pour une durée d'un an à dater de son entrée en vigueur; il est renouvelable annuellement par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes trois mois avant son échéance.

Fait à Cannes, le 17 mai 2001, en deux exemplaires chacun en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi

Signataires:

Pour le Gouvernement de la République française :

CATHERINE TASCA

Ministre de la Culture et de la Communication

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

HELMUT ELFENKAMPER

Ministre plénipotentiaire

JULIAN NIDA-RUMELIN

Ministre adjoint auprès du Chancelier fédéral

Délégué du Gouvernement fédéral pour  
les Questions de la Culture et des Médias

[ GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND ]

**Abkommen**

**zwischen**

**der Regierung der Französischen Republik**

**und**

**der Regierung der Bundesrepublik Deutschland**

**über die Förderung**

**von Filmvorhaben in Koproduktion**

Die Regierung der Französischen Republik  
und  
die Regierung der Bundesrepublik Deutschland,

im Folgenden als "Vertragsparteien" bezeichnet -

in Anbetracht ihres gemeinsamen Willens, die Filmbeziehungen zwischen Frankreich und Deutschland zu erneuern und zu verstärken,

in Anbetracht der Gründung der hierzu eingesetzten deutsch-französischen Akademie -

sind wie folgt übereingekommen:

#### Artikel 1

(1) Im Rahmen dieses Abkommens bezeichnet der Begriff „Film“ alle programmfüllenden Filme, unabhängig von ihrer Filmgattung (Spiel-, Animations-, Dokumentarfilm), die den für die Filmwirtschaft in beiden Staaten geltenden Bestimmungen entsprechen und deren Erstaufführung in Filmtheatern stattfindet.

(2) Vorhaben für programmfüllende Filme, die nach dem Filmabkommen vom 17. Mai 2001 zwischen der Regierung der Französischen Republik und der Regierung der Bundesrepublik Deutschland als Koproduktion gefördert werden können, können unter den nachstehend aufgeführten Bedingungen eine gezielte Hilfe in jedem der beiden Staaten erhalten.

Diese Filmvorhaben müssen im Interesse beider Staaten liegen und einen Beitrag zur künstlerischen Qualität der Filmkoproduktion leisten.

Im Prinzip muss jeder der beiden Staaten pro Jahr eine gleich hohe Zahl von Vorhaben mit Mehrheitsbeteiligung fördern.

(3) Die Höhe der aufgrund dieses Abkommens gewährten Hilfe wird für alle Koproduktionsvorhaben pro Jahr auf 1.524.490 (eine Million fünfhundertvierundzwanzigtausendvierhundertneunzig) € für die französische Seite und auf 1.524.490 (eine Million fünfhundertvierundzwanzigtausendvierhundertneunzig) € für deutsche Seite festgelegt.

Die in jedem der beiden Staaten aufgrund dieses Abkommens insgesamt gewährte gezielte Hilfe darf 20% der Gesamtkosten des Films nicht überschreiten, es sei denn, die zuständigen Stellen beider Staaten genehmigen eine Ausnahme.

Über die Ausnahmen zur Höhe der Beträge entscheidet jede zuständige Stelle gesondert.

Der aufgrund dieses Abkommens von jedem Staat gewährte Prozentsatz an Hilfe ist prinzipiell gleich hoch wie der Anteil des Koproduzenten aus dem jeweiligen Staat an den Gesamtkosten des Films.

(4) Diese Hilfe wird nur aus den Erlösen jeder Art zurückgezahlt, die bei der Verwertung des Films entstehen.

(5) Zwischen den Beteiligungen jeder der Vertragsparteien an den Koproduktionen, die in den Genuss der in diesem Abkommen vorgesehenen gezielten Hilfe kommen, muss ein generelles Gleichgewicht gewährleistet sein. Dieses generelle Gleichgewicht wird über einen Zeitraum von zwei Jahren bewertet.

## Artikel 2

Der Antrag auf Unterstützung eines Vorhabens muss von dem Produzenten mit Mehrheitsbeteiligung und von dem Produzenten mit Minderheitsbeteiligung bei ihren jeweils zuständigen Stellen vor Beginn der Aufnahmen eingereicht werden.

Zur Prüfung der aufgrund des Artikels 1 förderungswürdigen Vorhaben wird eine deutsch-französische Kommission eingesetzt.

Sie besteht aus Vertretern, die wie folgt benannt werden:

- für die französische Seite: drei Vertreter, die vom Generaldirektor des Centre National de la Cinématographie benannt werden;
- für die deutsche Seite: drei Vertreter, die von der Filmförderungsanstalt benannt werden.

Die Kommission richtet im Hinblick auf die Entscheidungen über die für Vorhaben zu ge-

während die Hilfe Empfehlungen an die zuständigen Stellen beider Staaten.

Die Vertreter der beiden Vertragsparteien in der Kommission übermitteln sich gegenseitig ihre jeweiligen Vorschläge hinsichtlich der Vorhaben, die ihrer Meinung nach in den Genuss der in Artikel 1 dieses Abkommens vorgesehenen Hilfe kommen sollten. Die endgültige Abstimmung über diese Vorschläge erfolgt durch Schriftwechsel.

Die Kommission zur Prüfung der Vorhaben kann abwechselnd in Frankreich und in Deutschland zusammentreten, wenn eine solche Sitzung von der Mehrheit ihrer Mitglieder für notwendig gehalten wird.

Die Entscheidungen über die Gewährung der in diesem Abkommen vorgesehenen Hilfe und über die Einzelheiten der Rückerstattung werden von den zuständigen Stellen nach Maßgabe der geltenden innerstaatlichen Bestimmungen getroffen.

Die zuständige Stelle des Staates der Mehrheitsbeteiligung teilt ihre Auffassung unverzüglich der zuständigen Stelle des Staates der Minderheitsbeteiligung mit. Die Gewährung der Hilfe setzt voraus, dass die Stellen der beiden Staaten gemeinsam auf Förderung des Vorhabens erkennen.

### Artikel 3

Jede Vertragspartei notifiziert der anderen den Abschluss der innerstaatlichen Voraussetzungen für das Inkrafttreten dieses Abkommens auf ihrer Seite; das Abkommen tritt am Tag des Eingangs der zweiten Notifikation in Kraft.

Nur Vorhaben, bei denen die Dreharbeiten am Tag des Inkrafttretens dieses Abkommens nicht begonnen haben, können Gegenstand eines Antrags auf Förderung aufgrund dieses Abkommens sein.



Dieses Abkommen wird für die Dauer von einem Jahr vom Tag seines Inkrafttretens an geschlossen; es verlängert sich jährlich stillschweigend, außer bei Kündigung durch eine der Vertragsparteien drei Monate vor Ablauf der Gültigkeit.

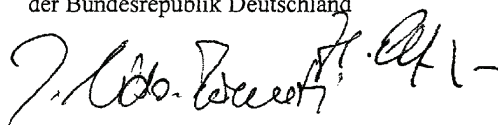
Geschehen zu Cannes am 17. Mai 2001

in zwei Urschriften in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Regierung  
der Französischen Republik



Für die Regierung  
der Bundesrepublik Deutschland



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC  
OF GERMANY CONCERNING SUPPORT FOR FILM COPRODUCTION  
PROJECTS

*Preamble*

The Government of the French Republic and the Government of the Federal Republic of Germany,

Hereafter referred to as “the Parties”,

Considering their mutual desire to renew and strengthen relations between France and Germany in respect of films,

Bearing in mind the creation of the Franco-German Academy instituted for this purpose,

Have agreed as follows:

*Article 1*

1. For purposes of this agreement, the term “film” designates a full-length film of any kind (fiction, animation, documentary) consistent with the provisions relating to the film industry in each of the two States, and which are distributed initially to public cinemas.

2. Full-length film projects eligible for coproduction under the terms of the Franco-German film agreement of 17 May 2001 are eligible, under the conditions defined below, for selective additional assistance in each of the two States.

These film projects must be of mutual interest to the two States and must contribute to the artistic quality of film coproduction.

In principle, each of the two States shall assist annually an identical number of majority-participation projects.

3. The amount of assistance granted under this agreement is set annually for all coproduction projects at 1,524,490 (one million five hundred twenty-four thousand four hundred ninety) euros for the French Party and at 1,524,490 (one million five hundred twenty-four thousand four hundred ninety) euros for the German Party.

The total selective assistance granted by the two States under this agreement may not exceed 20 per cent of the final cost of the film, unless the competent authorities of the two States agree to make an exception.

Each competent authority shall make its own decision on the exceptions mentioned above with respect to the amount of assistance.

The percentage of assistance granted by each State under this agreement is, in principle, equal to the contribution made by the coproducer of the State in question to the final cost of the film.

4. This assistance is repayable solely from the proceeds from the showing of the work.

5. A general balance shall be observed between the shares of each of the Parties in coproductions receiving selective assistance under this agreement. That general balance shall be assessed after two years.

### *Article 2*

The application for support of a project must be filed by the majority producer and the minority producer with their respective competent authorities before filming begins.

A Franco-German Commission is instituted to examine projects eligible for assistance pursuant to article 1 above.

It shall be composed of representatives appointed in the following manner:

-- for the French Party: three representatives appointed by the Director General of the Centre National de Cinématographie;

-- for the German Party: three representatives appointed by the Filmförderungsanstalt.

The Commission shall formulate recommendations for the competent authorities of each of the two States on decisions to be taken on assistance to projects.

The representatives of the two Parties within the Commission shall advise each other of their respective proposals relating to projects that appear to them eligible for assistance under article 1 of this agreement. The final agreement on these proposals shall be given by exchange of correspondence.

The project examination Commission may however meet alternately in France and in Germany if the majority of its members deem such meeting necessary.

Decisions on the granting of assistance under this agreement and on the modalities of its repayment shall be taken by the competent authorities in accordance with the domestic provisions in force.

The competent authority of the majority participation State shall immediately inform the competent authority of the minority participation State of its views. The granting of assistance implies that the authorities of the two States have decided together to support the project.

### *Article 3*

Each of the Parties shall notify the other when it has fulfilled the domestic conditions necessary for entry into force of this agreement, which shall take effect on the date the second notification is received.

Only projects for which filming has not begun on the date this agreement enters into force shall be eligible for assistance under this agreement.

This agreement is concluded for a period of one year from the date of its entry into force; it shall be renewed automatically from year to year unless denounced by one of the Contracting Parties three months before the date of expiry.

Done at Cannes on 17 May 2001 in duplicate, in the French and German languages, both texts being equally authentic.

Signatories:

For the Government of the French Republic:

CATHERINE TASCA

Minister of Cultural Affairs and Communications

For the Government of the Federal Republic of Germany:

HELMUT ELFENKAMPER

Minister Plenipotentiary

JULIAN NIDA-RUMELIN

Deputy Minister to the Federal Chancellor

Delegate of the Federal Government on

Cultural and Media Affairs